

# ECONOMIE

economie.union@sonapresse.com

## Entretien routier : un prêt de 60 milliards de FCFA de BGFIBank à l'État

G.R.M  
Libreville/Gabon

Le gouvernement, représenté par le ministre des Travaux publics, Toussaint Nkouma Émane, et BGFIBank ont scellé vendredi dernier un partenariat de financement au profit de l'entretien routier. Les deux parties se sont accordées sur un prêt à l'État d'un montant de 60 milliards de FCFA, non seulement pour relancer les chantiers routiers à l'arrêt, mais surtout pour en attaquer de nouveaux. L'accord de financement a été acté lors d'une séance de travail dirigée par le ministre Nkouma Émane avec les patrons des sociétés adjudicataires desdits marchés, les représentants de BGFIBank et ceux de l'administration en charge des finances publiques. Occasion pour les parties concernées de peaufiner les derniers réglages devant permettre la mise en œuvre effective

de ce programme prioritaire du gouvernement. Lequel s'inscrit dans le Plan d'urgence élaboré sur instructions du chef de l'État, Ali Bongo Ondimba. Concrètement, cet appui va permettre de financer plus de 2 000 km de routes en terre à l'intérieur du pays, mais aussi de relancer certains chantiers arrêtés faute de financement. Il faut souligner que cette enveloppe de BGFIBank vient s'ajouter aux 51 milliards mis à disposition via le Fonds autonome national d'entretien routier (Faner) qui permet le revêtement des voiries urbaines et dont certains chantiers sont déjà entamés. Plusieurs linéaires sont concernés par ledit programme. On citera, entre autres, les tronçons Ndendé-Tchibanga, Moanda-Bakoumba et Koumameyong-Booué. Les services financiers de l'État assurent que "les ressources nécessaires pour le paiement des travaux en question sont disponibles dans les



Les parties concernées au terme de la cérémonie de signature de partenariat entre BGFIBank et l'État gabonais.

comptes de BGFIBank et sécurisés par les administrations de la Dette, du Trésor et du Budget". Aussi les mécanismes de décais-

sement de ces fonds ont-ils déjà été définis par les ministres en charge du Budget et de l'Économie, de sorte que le gouver-

nement puisse mettre à disposition et à temps les montants qui auraient été validés par le maître d'œuvre.

## Le clin d'œil de *lybek*



## Passerelle du LNLM : des imperfections au niveau des poutres ?

J.A  
Libreville/Gabon

PAS encore livrée aux usagers, la passerelle érigée au niveau du lycée national Léon-Mba (LNLM) présenterait des imperfections, font observer certains ingénieurs. Notamment au niveau des poutres principales où de nombreuses fissures seraient déjà visibles, indiquent-ils. Ce qui pourrait constituer, à terme, un véritable danger pour les usagers. D'autant plus que les poutres sont les éléments sur lesquels repose principalement toute l'armature.

Cette situation soulève un certain nombre de questions. Entre autres, selon eux, sur la qualité du béton utilisé. Les agents affectés au contrôle des travaux ont-ils pleinement et assidûment rempli leurs missions ? La société en charge du coulage du béton, à savoir Jad Beton, s'est-



Des fissures déjà visibles sur une poutre.

elle conformée aux prescriptions contractuelles ? Autant d'interrogations qui mériteraient des réponses claires et précises. D'autant plus qu'en lançant la construction de telles passerelles sur des axes à circulation dense, les plus hautes autorités de notre pays ont voulu doter la capitale

gabonaise d'infrastructures fiables et solides tout en garantissant la sécurité des piétons et des automobilistes. Cette ambition ne saurait être compromise de quelque manière que ce soit par la négligence ou la défaillance de ceux qui se sont vus confier cette responsabilité.